



European
Commission

Employment and Social Developments in Europe

Jeunes européens: emploi et
défis sociaux à venir.



2022

Résumé

Résumé

JEUNES EUROPÉENS: EMPLOI ET DÉFIS SOCIAUX À VENIR

En 2021, l'économie européenne a fortement rebondi après la contraction sévère provoquée par la pandémie de COVID-19, mais cette reprise a été inégale. Certains États membres qui, en 2020, ont connu les plus fortes baisses (Italie, France, Grèce, Croatie) ont enregistré une forte croissance du produit intérieur brut (PIB), tandis que des États membres qui affichaient une forte croissance avant la crise ont retrouvé ces tendances de croissance (Estonie, Hongrie). D'autres ont connu une croissance plus modérée, comme l'Allemagne, dont le PIB a augmenté de 2,9 % (après une baisse de 4,6 % en 2020).

En 2021, l'économie et le marché du travail de l'Union européenne se sont remis de la pandémie de COVID-19. Ce rebond a été plus lent pour certains groupes, comme celui des jeunes, l'agression russe en Ukraine et la hausse des prix constituant des entraves supplémentaires pour la croissance économique et une reprise inclusive.

L'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie au début de l'année 2022 a ramené la guerre sur le continent européen. Ce conflit a fait de nombreuses victimes et a précipité le pays dans une crise humanitaire. Près de six millions de personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, ont fui l'Ukraine pour se réfugier dans l'Union européenne, ce qui constitue le plus grand mouvement de personnes déplacées en Europe depuis les guerres des Balkans, survenues trois décennies plus tôt.

Alors qu'elle se remet à peine des effets de la pandémie de COVID-19, l'économie de l'Union doit aujourd'hui faire face à de nouvelles perturbations découlant du conflit en Ukraine. Cette situation a des répercussions sur l'économie et les citoyens européens en raison de l'instabilité des flux commerciaux et des pertes sur les marchés d'exportation, des goulets d'étranglement le long des chaînes d'approvisionnement et de l'augmentation des coûts de l'énergie et d'autres produits de base. En conséquence, les perspectives économiques ont été revues à la baisse et la croissance du PIB réel dans l'Union européenne et la zone euro est désormais estimée à 2,7 % pour 2022 et à 2,3 % pour 2023, avec de fortes disparités entre les États

Augmentation de 1,4 point de pourcentage du taux d'emploi dans l'Union européenne en 2021, pour atteindre 73,1 %

membres. La hausse importante de l'inflation (aux niveaux les plus élevés enregistrés depuis l'introduction de l'euro) risque de conduire à une détérioration de la situation sociale dans l'Union européenne, dont les premières victimes seraient les ménages à faible revenu et à revenu intermédiaire.

Grâce à la reprise de l'activité économique et à la suppression progressive des mesures de confinement à la suite des vagues successives de COVID-19, le marché du travail s'est redressé en 2021. L'emploi a augmenté de 1,2 % et a retrouvé ses niveaux d'avant la crise vers la fin de l'année. Malgré le ralentissement de l'activité économique, les

perspectives à moyen et long termes relatives au marché du travail européen devraient continuer à s'améliorer et l'on s'attend à une augmentation de l'emploi de 1,2 % en 2022 et de 0,7 % en 2023.

Les débouchés sur le marché du travail varient selon la tranche d'âge, les perspectives des jeunes Européens sur le marché du travail étant les plus compromises. En dépit des améliorations vers la fin de l'année, le chômage des jeunes est resté, en 2021, supérieur de 1 point de pourcentage (pp) par rapport à son niveau d'avant la crise (en 2019), contre un écart de 0,2 pp pour le chômage total. Lorsqu'ils travaillaient, les jeunes étaient plus souvent recrutés sur la base de contrats temporaires (45,9 % contre 10,2 % pour l'ensemble de la population).

L'emploi des jeunes n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la pandémie. Le taux d'emploi des 15-24 ans a diminué de 2,1 pp en moyenne en 2020 (pour s'établir à 31,4 %) par rapport à 2019, une perte qui n'a été que partiellement compensée par une hausse de 1,3 pp en 2021. Les jeunes étaient plus nombreux à occuper des emplois non essentiels, qui ont dû être suspendus pendant la pandémie, même si la possibilité de télétravailler et le besoin d'interaction sociale dans le cadre du travail étaient similaires dans tous les groupes d'âge.

Selon les premières simulations, le taux de risque de pauvreté au niveau de l'Union européenne est resté globalement stable en 2021

La pauvreté et les inégalités semblent être restées assez stables malgré les répercussions de la pandémie, probablement grâce à une intervention exceptionnelle des pouvoirs publics. Les simulations pour 2021 révèlent que les inégalités et le risque de pauvreté sont restés globalement stables, mais, les données disponibles

étant limitées, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Selon les dernières informations officielles disponibles, en 2020, le risque de pauvreté et d'exclusion sociale a légèrement augmenté. Au niveau de l'Union européenne, le nombre de personnes en situation de privation matérielle et sociale aiguë a atteint 28,85 millions en 2020 (contre 28,03 millions en 2019), avec des variations considérables d'un État membre à l'autre. L'intervention des gouvernements a permis d'atténuer ces répercussions sociales, notamment au début de la pandémie.

Les répercussions sociales de la crise ont également varié selon l'âge, les jeunes ayant connu une légère détérioration de leurs conditions de vie. Les mineurs et la population en âge de travailler ont été davantage touchés par la privation matérielle et sociale aiguë (+ 0,7 pp et + 0,2 pp en 2020, selon les dernières informations officielles disponibles), tandis que ce risque a diminué pour les plus de 65 ans (- 0,9 pp). En 2020, ces deux groupes ont également été exposés à un risque de pauvreté plus élevé dans la plupart des États membres.

Compte tenu des défis particuliers auxquels doivent faire face les jeunes en raison de la pandémie de COVID-19 et dans l'esprit de l'Année européenne de la jeunesse, le rapport sur l'évolution de l'emploi et de la situation sociale en Europe de cette année porte sur les moins de 30 ans. Il passe en revue les difficultés auxquelles se heurtent les jeunes Européens issus de milieux socio-économiques différents et les perspectives qui s'ouvrent à eux au lendemain de la crise de COVID-19 et à la lumière des transitions numérique et écologique. Le chapitre 1 présente les principales évolutions économiques et sociales dans l'Union européenne et se focalise plus particulièrement sur les débouchés pour les jeunes. Le chapitre 2 vise à définir qui sont les jeunes et quelles sont leurs préoccupations: il examine les transitions clés qui marquent la jeunesse (par exemple, l'entrée sur le marché du travail) et fait état des principales préoccupations et priorités des jeunes pour l'avenir. Le chapitre 3 propose une analyse des débouchés des jeunes sur le

marché du travail et se penche plus particulièrement sur la manière dont ces derniers font face aux défis liés à la transformation des marchés du travail en Europe. Le chapitre 4 est consacré aux conditions de vie des jeunes, à l'évolution et la volatilité de leurs revenus, ainsi qu'à l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes. Enfin, le chapitre 5 aborde le rôle de l'éducation dès les premières années de vie jusqu'à la transition vers l'âge adulte.

Les 61-75 ans d'aujourd'hui sont entrés sur le marché du travail presque deux ans plus tôt que les 31-45 ans d'aujourd'hui

Les transitions clés qui caractérisent les jeunes, comme la fin des études et la recherche d'un premier emploi, évoluent et prennent plus de temps. L'âge moyen d'obtention du diplôme le plus élevé a augmenté d'une génération à l'autre: au niveau de l'Union

Les transitions clés qui marquent les jeunes, telles que la fin des études, la recherche d'un premier emploi et le départ du domicile parental, sont retardées d'une génération à l'autre.

européenne, la tranche des personnes âgées aujourd'hui de 61 à 75 ans a quitté le système éducatif plus d'un an plus tôt que ses homologues plus jeunes (aujourd'hui âgés de 31 à 45 ans) et est entrée sur le marché du travail près de deux ans plus tôt.

Les jeunes ont déclaré avoir dû faire face à des conditions financières et du marché du travail particulièrement difficiles pendant la pandémie, et leur santé mentale a été mise à rude épreuve. Ils ont été touchés de manière disproportionnée par la perte d'emplois et la réduction du temps de travail et certains ont fait état de difficultés à couvrir leurs dépenses habituelles, telles que les factures et le loyer. Cette situation a fait naître chez les jeunes une profonde inquiétude quant à leurs perspectives, notamment en ce qui concerne la recherche ou la conservation d'un logement adéquat à long terme (61 % d'entre eux ont fait part de cette préoccupation dans le contexte des 10 prochaines années) et la garantie de leur sécurité financière à un âge avancé (70 %). Ils ont également fait part d'une dégradation de leur santé mentale: 17 % des répondants dans la tranche d'âge des 18-29 ans se sont dits sujets à l'anxiété ou souffrant de dépression, contre 11 % pour les 30-34 ans.

Néanmoins, les enquêtes révèlent que les plus jeunes répondants se montrent plus optimistes et ont davantage confiance dans leur gouvernement que les autres groupes d'âge. Au printemps 2021, moins de la moitié (40 %) des jeunes ont déclaré se sentir optimistes en ce qui concerne leur avenir, mais cette part était tout de même bien plus élevée que celle des plus de 30 ans. Une tendance similaire a été observée dans leurs relations avec les institutions, les jeunes affirmant avoir davantage confiance dans leur gouvernement national, et en particulier dans l'Union européenne.

La pauvreté et les inégalités sont les principales préoccupations des jeunes, suivies par le changement climatique et l'environnement

Les priorités absolues pour les jeunes Européens sont la nécessité de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales, ainsi que le changement climatique et l'environnement. Plus de 40 % considèrent la lutte contre la

pauvreté et les inégalités sociales comme leur principale préoccupation politique, suivie de près par la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement. Les risques associés aux nouvelles technologies ne figurent pas aussi haut parmi leurs priorités, bien qu'ils s'inquiètent de l'incidence de la transition numérique sur l'emploi.

L'emploi et le chômage chez les jeunes varient deux fois plus en fonction des variations du PIB que ceux des personnes appartenant aux classes d'âge de forte activité

Il est difficile pour les jeunes de trouver un emploi et de le conserver, et leur position souvent précaire sur le marché du travail les rend

particulièrement vulnérables en périodes de récession. Les jeunes subissent généralement une part disproportionnée des variations conjoncturelles de l'emploi. En périodes de récession économique, ils sont plus susceptibles d'être licenciés et moins susceptibles d'être embauchés. À l'inverse, lorsque l'économie est florissante, la demande de jeunes travailleurs augmente généralement plus que celle des générations plus âgées. Les données empiriques révèlent que l'emploi et le chômage chez les jeunes varient environ deux fois plus (de 80 à 140 %) en fonction des variations du PIB que l'indicateur correspondant du marché du travail pour les personnes appartenant aux classes d'âge de forte activité.

Les récessions ou les crises économiques ont des répercussions particulièrement durables sur les perspectives des jeunes sur le marché du travail. Pendant les récessions, les jeunes éprouvent souvent des difficultés à trouver un emploi, ce qui a pour conséquence de compromettre leur début de carrière et peut avoir des effets à long terme sur leurs perspectives sur le marché du travail (par exemple, leur taux d'emploi, taux d'activité, taux de chômage, l'emploi à temps partiel, la part de contrats temporaires). Ces effets négatifs sont clairement perceptibles pendant une période d'au moins cinq ans après une récession.

Les jeunes se trouvent souvent dans une position vulnérable sur le marché du travail, en particulier pendant les récessions, ce qui peut avoir des effets à long terme sur leurs perspectives. Les récessions longues et légères sont plus préjudiciables que les récessions courtes et profondes.

La durée et la gravité d'une récession sont des indicateurs clés de l'ampleur des effets à long terme sur les jeunes. Les récessions légères et longues ont des répercussions nettement plus lourdes sur les jeunes que les récessions profondes et courtes. Par exemple, le taux de chômage des jeunes par rapport à celui des personnes appartenant aux classes d'âge de forte activité culmine à 4,8 pp trois ans après une récession légère et longue, et à 3,8 pp l'année suivant une récession profonde et courte. À ce jour, l'évolution de l'activité économique pendant et après la crise de la COVID-19 correspond davantage au scénario de récession profonde et courte. Cela donne à penser que, si l'économie de l'Union européenne continue de se développer dans les années à venir, l'écart entre les jeunes et les personnes appartenant aux classes d'âge de forte activité devrait se réduire et finir par disparaître à moyen terme. Toutefois, si l'économie de l'Union européenne retombe dans la récession, les conditions du marché du travail pour les jeunes pourraient rester difficiles pendant une période beaucoup plus longue.

Les désavantages socio-économiques peuvent empêcher les jeunes d'entrer sur le marché du travail et donc d'accéder à l'emploi, aux études et à la formation. Si on les compare aux personnes moins instruites, la

Les jeunes dont les parents sont hautement qualifiés sont moins enclins de 10 pp à devenir des NEET

probabilité que les personnes diplômées de l'enseignement secondaire deviennent des NEET est inférieure d'environ 19 pp, et celle que les personnes diplômées de l'enseignement supérieur en deviennent, de 28 pp. Toutefois, l'incidence de l'éducation est

Même en période de reprise économique, il peut être difficile pour certains jeunes de trouver et de conserver un emploi: les personnes défavorisées sur le plan éducatif et socio-économique sont davantage exposées au risque de venir grossir les rangs des «NEET», c'est-à-dire des jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ni de formation.

fortement limitée une fois le profil parental et socio-économique pris en compte, ce qui est particulièrement manifeste dans le sud de l'Europe, tandis que le profil parental joue un rôle moins important dans les pays nordiques.

Les perspectives à long terme des jeunes sur le marché du travail dépendent non seulement de leur aptitude à participer au marché du travail actuel, mais aussi de la mesure dont leurs compétences sont susceptibles de répondre aux besoins futurs du marché. L'évolution de l'indice d'intensité des compétences numériques révèle une augmentation constante de l'utilisation des compétences numériques au travail dans l'Union européenne, la pandémie de COVID-19 obligeant les entreprises à accélérer d'autant plus leurs efforts de transformation numérique. Les jeunes semblent relativement bien préparés au besoin croissant de compétences numériques, bien que ce besoin diffère considérablement selon les États membres. En 2019, les jeunes travailleurs atteignaient 120 % de la moyenne de l'intensité

numérique de l'Union européenne en Estonie, mais moins de 90 % en Roumanie, en Grèce et à Chypre. Les jeunes hommes occupent généralement des emplois à plus forte intensité numérique que les jeunes femmes, l'intensité du travail numérique augmentant fortement en fonction du niveau d'instruction. Cette fracture entre les hommes et les femmes et selon le niveau d'instruction est étroitement liée à la nature hautement qualifiée du travail et à la prédominance masculine dans certaines professions à forte intensité numérique dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Les jeunes pourraient tirer profit de la création d'emplois liée à la transition écologique, en particulier dans des secteurs tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les transports durables, l'approvisionnement en eau, l'assainissement et les déchets.

Avant la pandémie de COVID-19, les jeunes connaissaient une volatilité des revenus du travail nettement supérieure à celle des autres groupes de travailleurs. Cela reflétait probablement à la fois l'instabilité croissante du marché du travail (notamment en raison de la part plus importante d'emplois précaires chez les jeunes travailleurs) et l'augmentation des démissions pour suivre des formations ou reprendre des études. Bien qu'on observe de fortes différences entre les pays de l'Union européenne, les ménages dirigés par des jeunes ont connu des taux plus élevés de pauvreté épisodique et de pauvreté chronique des revenus du marché avant la mise en place de prestations fiscales. Étant donné que les transitions d'un emploi à l'autre et d'entrées et de sorties du marché du travail sont de plus en plus fréquentes, il est particulièrement important de garantir des transitions sans heurts et des flux de revenus prévisibles. Lorsqu'ils sont exposés à des difficultés économiques et pour faire face à la situation, les jeunes ont tendance à s'appuyer davantage sur leur famille et leurs amis, puisqu'il est plus compliqué pour eux de puiser dans leur épargne.

Les jeunes doivent faire face à une plus grande volatilité des revenus, notamment parce qu'ils sont plus nombreux à accepter des contrats précaires. Cela peut conduire à une pauvreté épisodique ou chronique des revenus du marché, aggravée par l'épargne limitée des jeunes et leur faible taux d'accès à la propriété.

L'accroissement des inégalités et de la volatilité des revenus a contribué à une baisse des taux d'accès à la propriété des jeunes. Après la crise financière de 2008-2009, l'accessibilité au logement a été rendue plus difficile pour les jeunes à cause de la hausse des prix de l'immobilier et du durcissement des conditions des prêts hypothécaires. Par conséquent, les niveaux d'accumulation de richesse des jeunes, dont le logement est généralement le principal actif, sont moins élevés par rapport aux générations plus âgées. En outre, ces dernières années, la richesse s'est répartie de manière plus inégale entre les jeunes adultes.

Si les revenus des jeunes sont plus volatils, les inégalités salariales entre les hommes et les femmes apparaissent dès les premiers stades de la carrière. Les femmes se heurtent à un écart de rémunération entre les

Les femmes se heurtent à un écart de rémunération de 7,2 % au début de leur carrière, qui s'accroît considérablement avec l'âge

sexes non ajusté de 7,2 % au début de leur carrière professionnelle sur le marché du travail de l'Union européenne, malgré leur niveau d'instruction plus élevé, ce qui ouvre la voie à de futures inégalités salariales plus importantes (l'écart de rémunération pour tous les travailleurs est environ deux fois plus élevé). Les

différences liées au profil des travailleurs, telles que le niveau d'instruction, l'expérience professionnelle ou le type de contrat, n'expliquent qu'une faible part des écarts de rémunération entre les jeunes femmes et les jeunes hommes, bien que la situation varie d'un pays à l'autre. La faible proportion d'écarts de rémunération expliqués masque certaines différences qui entraînent d'importantes disparités salariales entre les hommes et les femmes: le niveau d'instruction plus élevé des jeunes femmes a une incidence positive sur les salaires, mais, dans l'ensemble, les jeunes hommes ont tendance à gagner davantage parce qu'ils travaillent dans des secteurs économiques mieux rémunérés.

D'autres circonstances indépendantes de la volonté des personnes, en particulier le profil parental, entraînent des disparités en matière de travail et de revenu disponible. Le profil parental contribue à environ trois quarts à l'inégalité des chances globale. Entre 2005 et 2019, l'inégalité des chances selon le profil parental, le sexe et le statut migratoire a varié d'un État membre à l'autre, notamment au lendemain de la crise financière, tout en restant relativement stable par la suite. D'une manière générale, les pays où l'inégalité des chances est faible tendent à afficher des indicateurs relativement stables au fil du temps, tandis que les pays où les facteurs externes déterminent des inégalités de revenus plus importantes montrent une tendance plus volatile.

Les systèmes de prestations fiscales complètent dans une large mesure les revenus du marché des jeunes. Avant la pandémie de COVID-19, la part des prestations dans les revenus professionnels avant déduction des impôts (plus les pensions) était deux fois plus élevée pour la tranche des jeunes que pour l'ensemble de la population. L'incidence des prestations était également plus forte, en comparaison, pour les jeunes en 2020. En règle générale, les baisses temporaires du revenu du travail des jeunes travailleurs au cours de la pandémie ont été amorties grâce à des actions telles que la mise en place de dispositifs de chômage partiel ou d'une aide au revenu au sein des ménages.

Concernant l'éducation, la fermeture généralisée des structures d'éducation et d'accueil de la petite enfance (EAJE) et des écoles dès le début de la pandémie de COVID-19 a eu des répercussions sur les enfants et les jeunes, entraînant une perte d'apprentissage dans certains États membres. Au cours de l'année scolaire 2019/2020, les écoles de l'Union européenne n'ont été entièrement ouvertes que pendant un tiers de leurs périodes d'enseignement habituelles. Bien qu'elles se soient ensuite espacées, les fermetures des écoles ont continué à toucher une grande partie des élèves et des étudiants. Les processus d'apprentissage traditionnels ont été remplacés par l'apprentissage à distance et l'apprentissage hybride, qui semblent moins efficaces que l'enseignement en présentiel. L'ampleur et le degré de la perte d'apprentissage chez les élèves et les étudiants doivent encore être évalués, étant donné que les résultats préliminaires varient considérablement selon les pays, les matières et l'âge des élèves et étudiants. Cette variation reflète les différences relatives à la fréquence des fermetures des écoles, aux formes d'apprentissage à distance et d'apprentissage hybride alternatives adoptées, à la capacité numérique à mettre en œuvre l'apprentissage en ligne, aux mesures visant à atténuer la perte d'apprentissage et aux méthodes appliquées. Les premières études montrent que, dans certains États membres, les étudiants ont été privés d'une part importante de l'apprentissage d'une année dans certaines matières (par exemple, en Belgique, en mathématiques et en néerlandais), tandis que, dans d'autres, la perte d'apprentissage n'a représenté que quelques semaines (par exemple, aux Pays-Bas), ou il n'y a pratiquement eu aucune perte d'apprentissage (par exemple, en Suède).

La fermeture des écoles pendant la pandémie de COVID-19 a entraîné des pertes d'apprentissage, en particulier chez les enfants défavorisés, ce qui pourrait aggraver les inégalités actuelles en matière d'éducation et avoir une incidence négative sur les perspectives futures sur le marché du travail.

La perte d'apprentissage tend à toucher de manière disproportionnée les enfants défavorisés sur le plan socio-économique. Même si les effets de ces fermetures sur la perte d'apprentissage n'ont toujours pas été clairement établis, des recherches empiriques menées au niveau national révèlent que, lorsque des pertes ont eu lieu, elles ont généralement exacerbé les inégalités en matière d'éducation. Les étudiants bénéficiant du soutien de leurs parents et d'un bon environnement d'apprentissage chez eux ont été moins touchés, par exemple. Cela signifie que certains groupes d'enfants ont été particulièrement touchés, tels que les enfants exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, les enfants vivant dans un ménage monoparental, les enfants dont les parents ont un faible niveau d'instruction ou les enfants issus de l'immigration ou ayant des besoins éducatifs spéciaux. Les effets de la pandémie peuvent donc avoir exacerbé les inégalités en matière de résultats scolaires.

L'ampleur des conséquences à long terme de la perte d'apprentissage n'est pas encore clairement établie, mais la littérature empirique fait état d'une forte incidence positive de l'éducation sur les perspectives

d'emploi, les revenus et le bien-être futurs. L'éducation à l'enfance et à l'adolescence est un facteur clé et est essentielle à la participation active à la société et au marché du travail. Les perspectives en matière d'éducation et sur le marché du travail, tout comme les intérêts et aspirations plus larges, commencent à se dessiner dès le plus jeune âge. Plus généralement, l'éducation constitue un élément déterminant de la croissance économique parce qu'elle sous-tend la productivité du travail et influe sur l'offre de compétences appropriées sur le marché du travail.

Dans l'ensemble, l'incidence positive de l'éducation sur les débouchés futurs des enfants sur le marché du travail commence dès les premières années, mais ceux qui pourraient en tirer le plus grand profit sont ceux qui participent le moins. L'accès aux services d'éducation et

Les enfants exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale sont 6 à 11 % moins susceptibles de fréquenter des services d'EAJE

d'accueil de la petite enfance (EAJE) est associé à une amélioration des compétences cognitives, de la maturité scolaire et des performances scolaires ultérieures, ainsi que, par extension, des perspectives d'emploi futures. Ces effets positifs sont plus marqués chez les enfants issus de milieux défavorisés sur le plan socio-

économique, ce qui donne à penser que l'accès aux services d'EAJE est un facteur clé pour réduire l'inégalité des chances. Malheureusement, les enfants issus de ces milieux sont moins susceptibles de bénéficier des services d'EAJE, en particulier les enfants de moins de trois ans exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, dont les parents ne possèdent pas de diplôme de l'enseignement supérieur et qui vivent dans des familles nombreuses. La faible fréquentation des services d'EAJE est souvent liée à la disponibilité, au caractère abordable et à la qualité limités des services de garde d'enfants, à certaines normes et attitudes culturelles à l'égard de la garde d'enfants et à l'absence de soutien en faveur de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée pour les parents. Dans ce contexte, la mise en œuvre de la garantie européenne pour l'enfance adoptée par le Conseil de l'Union européenne en juin 2021 jouera un rôle important.

L'Année européenne de la jeunesse est l'occasion de sensibiliser aux difficultés, aux préoccupations et aux opportunités pour les jeunes Européens en leur donnant un rôle actif dans l'orientation de la relance post-COVID-19 et des transitions écologique et numérique afin de créer un avenir durable pour tous. Dans le cadre du socle européen des droits sociaux, un certain nombre d'initiatives ont été proposées pour aider les jeunes à acquérir une expérience professionnelle et à acquérir l'ensemble de compétences adapté au monde du travail en mutation. Il s'agit notamment de la garantie renforcée pour la jeunesse et de la nouvelle initiative emblématique «*Aim, Master, Learn, Achieve*» (ALMA), qui vise spécifiquement à offrir une première expérience professionnelle à l'étranger aux jeunes NEET défavorisés, ainsi que du projet phare «*Youth FIRST*», qui fournit un soutien technique pour améliorer les services proposés aux enfants et aux jeunes. La Commission européenne a également l'intention de réexaminer la recommandation du Conseil relative au cadre de qualité pour les stages afin d'améliorer la qualité de ceux-ci et de veiller à ce qu'ils constituent une véritable passerelle vers le marché du travail.

Une intervention des pouvoirs publics peut contribuer à réduire l'influence de facteurs tels que le milieu socio-économique sur les possibilités et les perspectives qui s'offrent aux jeunes.

Parallèlement à l'action gouvernementale, les partenaires sociaux jouent un rôle fondamental pour soutenir les entreprises et les travailleurs, y compris les jeunes travailleurs, dans la relance post-COVID-19. Au niveau de l'Union européenne et au niveau national, ils ont organisé des campagnes, mis au point des stratégies et des outils spécifiques pour soutenir l'intégration des jeunes sur le lieu de travail. Les activités des partenaires sociaux sectoriels visent à promouvoir leurs secteurs et à anticiper les besoins du marché du travail, ce qui revêt une importance particulière compte tenu des pénuries de main-d'œuvre attendues. En adaptant les modes

d'organisation et de communication, par exemple par l'utilisation des médias sociaux, les syndicats peuvent accroître leurs contacts avec des membres potentiels, en particulier les jeunes travailleurs. Ces activités sont essentielles pour inverser la tendance à la baisse des négociations collectives.

Toutes ces initiatives contribuent à la réalisation des trois grands objectifs de Porto, en matière d'emploi, de formation et de pauvreté, et sont soutenues par un financement important au niveau de l'Union européenne. Les fonds de la politique de cohésion, tels que le Fonds social européen (FSE+) et la facilité pour la reprise et la résilience (FRR), soutiendront les investissements et les réformes à grande échelle mis en œuvre par les États membres en faveur de la reprise et de la résilience face à la COVID-19, y compris un meilleur accès des jeunes à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à la nutrition, à l'emploi et au logement.



■ Publications Office
of the European Union

